

“Il faut revaloriser les salaires pour soutenir la croissance”

■ Olivier Maingain, président de Défi, estime qu'il faut rendre la négociation des salaires aux interlocuteurs sociaux.

Entretien **Mathieu Colleyn**

Olivier Maingain revient de loin. De sérieux problèmes de santé l'ont écarté un temps du débat politique belge. A la veille du troisième congrès doctrinal de son parti, Défi, il commente l'actualité sociale du moment. Et lance ses pistes pour “plus d'équité fiscale” dans l'optique de relancer la croissance via un encouragement de la consommation.

Comment jugez-vous les mouvements sociaux du moment ?

Nous ne sommes pas derrière les excès de certains syndicats. Ces excès desservent des revendications sectorielles parfaitement légitimes. Je pense à la Justice et aux prisons pour lesquelles l'Etat a abandonné ses fonctions essentielles. Il y a une absence de maîtrise de la part de la FGTB et de la CGSP par rapport à une extrême gauche qui poursuit des objectifs qui n'ont rien à voir avec la défense des services publics.

Le PTB téléguide de la FGTB ?

Il n'y a pas que le PTB. On assiste à une forme de mimétisme par rapport à ce qui se passe en France.

Quid de la SNCB et de ces fameux jours de crédits ?

Ce n'est pas faire offense au statut des cheminots que de penser à revoir certaines situations. Cette grève sans préavis est inacceptable. Et par ses propos méprisants à l'égard des étudiants, Marc Goblet a démontré qu'il n'était pas un dirigeant syndical tourné vers l'avenir.

“Il faut revaloriser le pouvoir d'achat par une réforme fiscale juste. Mais ça, le gouvernement ne veut pas l'entendre.”

OLIVIER MAINGAIN

Les directions et le gouvernement ont également une position très tranchée.

Tout à fait. Le gouvernement a décidé, sous l'influence de la N-VA, de mettre à néant la concertation sociale qui est un pilier de la paix sociale et de la préservation d'une sécurité sociale unitaire. Il y a là des arrière-pensées institutionnelles et c'est la faiblesse du MR que de laisser faire. On a privé la concertation de son véritable moteur: la liberté de négocier la hausse des salaires. Or, c'est la clé de voûte de l'Etat. Les partenaires sociaux font preuve d'assez de maîtrise pour éviter tout excès en termes de croissance salariale. Avant on disait aux travailleurs: “Il y a un espoir de voir vos revenus augmenter.” En contrepartie, ils garantissent la paix sociale. Le

blocage des salaires, qui remonte au gouvernement Di Rupo et qui continue avec le saut d'index, a mis fin à cette dynamique. Si on veut recréer les conditions d'un respect mutuel, il faut redonner une marge de manœuvre pour une croissance des salaires. L'erreur de ce gouvernement, encouragé par l'Union européenne et l'OCDE, est d'avoir tout misé sur la compétitivité des entreprises.

C'est ce que souhaite la FEB, partenaire sociale de son état. C'est une obsession que ne partagent pas les patronats

allemand et du Royaume-Uni où l'on revalorise les bas salaires. La compétitivité des entreprises ne dépend pas du salaire net mais du coût du travail et du coût de l'énergie, qui est en Belgique parmi les plus élevés d'Europe. L'OCDE demande de relancer la croissance par la dépense publique et la dépense des ménages. La dépense des ménages, c'est le salaire.

Vous ne donnez que des mauvais points à la politique socio-économique du gouvernement ?

Non. L'abaissement des cotisations sociales, leur suppression pour les premières embauches dans les PME, c'est une bonne mesure, cela dope la création d'emplois. Par contre, notre croissance est plus faible que la moyenne des pays de l'UE. Cela démontre que miser uniquement sur la compétitivité est un choix qui n'est pas satisfaisant. Il faut revaloriser le pouvoir d'achat par une réforme fiscale juste.

Comment augmenter les investissements publics dans le cadre des contraintes budgétaires européennes ?

L'UE et l'OCDE ne peuvent pas nous dire qu'il faut soutenir la croissance par les dépenses et maintenir la trajectoire budgétaire. Soit l'UE accepte de différer le retour à certains équilibres, soit elle donne à chaque Etat un pourcentage de PIB consacré aux investissements hors

mois en moins. Au final le gain réel par mois s'établit à 31,67 euros hors inflation.”

Beaucoup trop peu selon Défi qui, depuis l'opposition, propose une réforme plus ambitieuse, mais aussi plus radicale. Première mesure: revoir les tranches d'imposition de l'impôt des personnes physiques. Défi entend également augmenter la quotité exemptée d'impôt jusqu'à 10 000 euros. Combinées, ces mesures donnent un gain net par mois pour l'exemple cité plus haut de 237,32 euros par mois.

Pour financer cela, Olivier Maingain dégage 3,5 milliards d'euros de la suppression de l'avantage fiscal lié aux voitures de société. “Libre à chacun d'utiliser le gain fiscal obtenu comme il l'entend”, explique-t-il, parlant d'une réforme fiscale “plus juste”. “Tout le monde s'accorde pour dire que l'avantage fiscal des voitures de société est une des sources des problèmes de mobilité qui, dans notre pays, coûtent des milliards par an”, justifie Olivier Maingain. Leur suppression constitue un bol d'oxygène pour les villes, estime-t-il.

Défi souhaite également la suppression des intérêts notionnels au profit d'un impôt des sociétés réduit.

M. Co.

trajectoire. La Belgique fait la moitié de ce que font la France et les Pays-Bas en matière d'investissements.

La Belgique fait de l'austérité depuis Di Rupo mais le déficit et la dette restent préoccupants. Comment l'expliquez-vous ?

On ne réduit pas la dette sans une bonne croissance. Quand on applique des politiques d'austérité, on perd en recettes fiscales. Il y a une dimension psychologique. Le gouvernement n'a pas tort sur tous les points, mais ses choix sont brutaux et sans mesures d'accompagnement. Le Belge est devenu prudent. Sa grande préoccupation est d'assurer sa retraite. Il fallait reculer d'âge de la retraite, mais alors aussi prendre en compte la pénibilité du travail. Cette réforme mine la confiance.

Dans ces conditions, comment on peut rendre la confiance aux citoyens ?

Il faut un autre discours politique. En finir avec la logique culpabilisante de l'austérité. Et créer la confiance grâce à un régime de retraites stable. Il y a une dimension coercitive dans l'action du gouvernement. Il ne cherche pas à créer les conditions de la confiance pour que les citoyens acceptent des transformations de la société. Il ne suffit pas de réformer, il faut que la réforme soit vertueuse. Le gouvernement ne tient pas compte de la dimension humaine de la société.

“Le gouvernement ne cherche pas à créer les conditions de la confiance pour que les citoyens acceptent des transformations de la société.”

OLIVIER MAINGAIN
Président de Défi.

Supprimer l'avantage des voitures de société

“Le MR ne tient pas ses promesses en matière de pouvoir d'achat, son action est même très éloignée de son programme électoral.” Le président de Défi n'a pas de mots assez durs pour le tax shift fédéral. “On vient encore de me dire que certains avaient déjà gagné 140 euros par mois grâce aux mesures fédérales. J'offre le champagne à celui qui me montrera un exemple de cet ordre”, ironise Olivier Maingain. En prévision de son congrès doctrinal consacré aux thèmes fiscaux et socio-économiques, il a fait plancher son parti. “Nous sommes partis de l'hypothèse d'un revenu brut par an de 35 000 euros pour une personne qui roule au diesel, ne fume pas et consume deux bouteilles de vin par mois, expose-t-il. Le tax shift De Wever-Michel donne un gain de 74,17 euros par mois en 2019. Mais il faut retrancher la hausse de la TVA sur l'électricité, la hausse du prix du diesel et du prix du vin et surtout le saut d'index qui équivalait à 30 euros par